

a-t-il pas informé le Secrétariat qui, dans sa décision, a déclaré « justes les mesures du Guépéou » ? Le camarade Yaroslavsky a-t-il trompé le Secrétariat ou, comme nous l'avons déjà dit, le camarade Yaroslavsky a-t-il été trompé par le Guépéou ?

4) A quel moment le Bureau Politique et le Présidium de la C. C. C. ont-ils appris la vérité au sujet de « l'officier de Wrangel » ?

Était-ce lorsque la première information a été publiée ? Ou lorsqu'ils reçurent en réponse à la question directe des camarades Zinoviev, Smilga et Peterson, le second Rapport du Guépéou ?

L'importance de ces questions est compréhensible : l'information du C. C. et de la C. C. C. a trompé le Parti sur la soi-disant liaison de l'Opposition avec le complot militaire. Sur cette supercherie, le parti n'est pas encore fixé jusqu'à présent. Au contraire, cette duperie se propage à la campagne, prend un caractère de plus en plus grossier. Qui a donc, en somme, joué un rôle actif et conscient dans cette supercherie ? Qui s'est engagé dans la supercherie par suite de son aveuglement fractionnel ? Qui a favorisé la supercherie par inattention et inadvertance ? Finalement, qui est le véritable inspirateur et organisateur de la supercherie ? Dans ces questions, une clarté complète est absolument nécessaire. Sans cette mise au point, une préparation honnête du XV^e Congrès est impossible.

II. — LA QUESTION DU « COMLOT MILITAIRE »

On a donc répandu dans le Parti et bien au delà de ses limites, la légende honteuse que l'Opposition « essaie d'attirer, dans les affaires intérieures du Parti, des putchistes militaires qui travaillent à la destruction du régime de la dictature du prolétariat. »

Quels sont ces putchistes ? Quel est ce complot militaire ? A la séance du Présidium de la C. C. C., nous avons entendu dire que le complot militaire n'avait rien à voir avec l'imprimerie oppositionnelle. Par le Guépéou, nous avons appris que l'enquête sur l'affaire du complot militaire sera poursuivie. Il reste à espérer que le complot sera découvert et que les coupables subiront la peine méritée.

Cependant, nous ne pouvons, même au stade actuel, passer sous silence, la question de la conjuration militaire, non seulement parce qu'on a tenté d'impliquer des communistes dans cette affaire, au moyen de l'organisation illégale Chtcherbakov-Tverski, qui ne s'appuyait que sur le seul « officier de Wrangel », qui était un agent du Guépéou. (Nous avons déjà examiné d'une façon aussi brève que possible cette face de la question, en passant sous silence toute une série de détails dont chacun aurait mérité un examen à part.) Mais l'« affaire » a encore un autre côté, qui n'est pas moins instructif, et jette une vive lumière sur ce qui se passera à l'avenir.

Nous avons déjà appris, par le Guépéou, qu'à côté de Chtcherbakov, un certain Tverski participait à l'organisation illégale contre-révolutionnaire, le même qui informa l'agent du Guépéou de « l'organisation du coup d'Etat militaire en U. R. S. S. dans un proche avenir ». La gravité de cette information n'a besoin d'aucun commentaire. Dans le même Rapport du Guépéou, du 13 septembre, il est dit :

« Les déclarations des sans-partis inculpés confirment

l'existence d'un groupe, qui a pour tâche l'organisation du complot militaire mentionné plus haut. »

La déclaration de Tverski s'est donc confirmée. En quoi consistait cette déclaration ? Elle se trouve dans les matériaux que le Guépéou a transmis à la C. C. C. Il est vrai que le Présidium de la C. C. C. a refusé de faire connaître ces déclarations, celles-ci n'ayant rien à voir avec l'affaire dont il s'agit. Mais, d'autre part, nous avons bien appris, par le même Présidium, que les mêmes conjurés, au sujet desquels Tverski se prononce, ont été utilisés par l'Opposition pour la résolution de questions intérieures du Parti. Du Guépéou, nous apprenons que Grünstein, Gerdovsky, Mratschowsky, Ochotnikov et d'autres étaient engagés dans l'organisation Chtcherbakov-Tverski. Tout cela explique suffisamment l'intérêt que nous prenons à la déclaration de Tverski. Nous citons la partie principale de cette déclaration, en remplaçant les noms par la lettre initiale et en ne citant que les noms qui ont déjà été nommés dans les Rapports du C. C. et de la C. C. C. La déclaration de Tverski est ainsi conçue :

« La citoyenne N... me raconta, sous le sceau du secret le plus absolu, sa conversation avec M... M. lui raconta qu'il existait un mouvement dans les milieux militaires à la tête duquel se trouvaient les camarades Trotsky et Kamenev (ce dernier est, sans doute celui de l'armée) et que cette organisation était active. Il n'a pas été dit que cette organisation avait l'intention de renverser le pouvoir, mais cela allait de soi. La conversation avec N... me donna à penser qu'il s'agissait de l'Opposition, mais lorsque je lui posais cette question, elle dit que cela n'était pas tout à fait exact, bien que Trotsky et Kamenev s'y trouvaient. De là, je conclus que l'organisation avait sa figure particulière. De ce que M... lui-même appartenait à l'organisation, il n'a pas été question, mais cela aussi ressortait clairement de la conversation. »

Voilà la déclaration de Tverski dans l'affaire de « l'organisation d'un coup d'Etat militaire dans un proche avenir ». Nous ne citerons pas les déclarations de la citoyenne N... et du citoyen M..., ces déclarations ne nous apprennent rien de plus, sauf l'indication du citoyen M... que les nouvelles, au sujet du complot, lui sont parvenues par une personne qui est très loin de Moscou. Ni Tverski, ni N..., ni M... ne savaient quelque chose d'immédiat au sujet de l'insurrection. Tverski le sait par N..., N... par M..., mais M... le sait par le témoin absent qui vient d'être cité... L'image la plus concrète que donne Tverski de la conjuration consiste au moins en ce qu'il dit qu'à la tête du complot se trouvaient Kamenev et Trotsky. Le Président du Guépéou, Menjinsky, avec lequel les camarades Zinoviev, Evdokimov, Smilga et Trotsky ont eu un entretien à ce sujet, a déclaré formellement qu'une donnée quelconque, en dehors de celle-ci n'existait pas pour l'instant au sujet du complot militaire. C'étaient justement ces déclarations, et elles seules, qui, de l'avis du Guépéou, confirmaient non seulement l'existence d'un groupe, qui avait pour tâche ladite « organisation du complot militaire », mais aussi la collaboration d'une « série de membres du Parti » (Grünstein, Gerdovsky, Mratschkovsky, Ochotnikov et d'autres) à ce groupe.

Aussi bien Chtcherbakov que Tverski ont été arrêtés dans la nuit du 12 au 13 septembre. C'est ce jour, c'est-à-dire le 13 septembre, que le Guépéou informa déjà la C. C. C. de la préparation d'« un coup d'Etat

militaire en U. R. S. S. dans un proche avenir », de l'« organisation illégale Chtcherbakov-Tverski » et que des membres du Parti « étaient en relations directes avec l'organisation Chtcherbakov-Tverski, comme les perquisitions ont permis de le constater ». Cependant, le seul membre du Parti, nommé dans la documentation, qui serait engagé dans l'« organisation d'un complot militaire en U. R. S. S. dans un proche avenir » est le camarade Trotsky.

A notre question au camarade Menjinsky de savoir pourquoi, s'il accordait une importance réelle aux déclarations de Tverski, il n'en avait pas instruit le camarade Trotsky, Menjinsky répondit qu'il ne se rappelait pas que le nom du camarade Trotsky figurait dans ces déclarations. Rappelons-nous que le premier Rapport du Guépéou est du 13 septembre, le second, du 27 septembre, tandis que l'entretien eut lieu le 28 septembre. Le camarade Yagoda, qui était présent à l'entretien, déclara que, dans les cas où l'enquête d'une affaire laisse supposer que des membres du Parti y sont impliqués, la documentation qui s'y rapporte est transmise à la C. C. C. Il en fut de même dans ce cas. Comme nous le savons déjà, les déclarations de Tverski, de la citoyenne N... et du citoyen M..., au sujet du complot militaire ont été, à la C. C. C., incorporées au dossier de l'« imprimerie » oppositionnelle. La C.C.C. n'a pas, non plus, informé le camarade Trotsky. Le camarade Evdokimov a, par hasard, pris connaissance de ce dossier et en a informé ensuite le camarade Trotsky et d'autres membres oppositionnels du Comité Central.

Que signifie tout cela ? Nous nous abstenons, pour le moment, de commentaires politiques.

On cache au Parti...

Il existe, à la base du Parti, des camarades qui réagissent vigoureusement contre les méthodes en vigueur au sein du Parti. Des motions et des résolutions de cellules, des lettres de protestation sont envoyées à la Direction, mais il va sans dire que celle-ci les tient pour nulles et non avenues, qu'aucune d'entre elles n'est publiée, et que la Direction continue d'affirmer avec impudence que la masse du Parti est unanimement derrière elle.

Pour l'édification de nos camarades, nous publions quelques-uns de ces documents, soigneusement cachés au Parti.

C'est, tout d'abord, dans le 7^e rayon, la cellule 109, qui, le 14 décembre, a voté la motion suivante :

« La cellule 109 proteste contre les exclusions des camarades du Parti français qui, au préalable, n'ont pu discuter, malgré la promesse des organismes centraux, de la publication du matériel. Statuant sur la plateforme de la dénommée Opposition, la cellule considère qu'il n'a pas été possible à l'organisation de base de se prononcer sans le faire à l'aveuglette. En attendant le matériel nécessaire à éditer par le Parti, la cellule ne pourra prendre d'autre position. »

III. — CONCLUSIONS

Nous proposons de convoquer immédiatement une assemblée commune du Bureau Politique et du Présidium de la C. C. C. pour élaborer une nouvelle et troisième information destinée au Parti, qui rétractera les affirmations mensongères contenues dans les deux premières informations. En d'autres termes, nous proposons de dire clairement et de déclarer catégoriquement au Parti qu'il existe une résolution de la C. C. C. dans laquelle on refuse de publier les déclarations de Tverski — c'est-à-dire que l'affaire de l'imprimerie oppositionnelle et l'affaire du soi-disant complot militaire n'ont absolument rien à voir l'une avec l'autre.

Nous proposons d'informer le Parti entier qu'il a été trompé par les deux premières informations du Bureau Politique et du Présidium de la C. C. C.

Nous proposons qu'une commission spéciale du C. C. et de la C. C. C. avec la participation de membres oppositionnels de ces institutions, examine l'affaire entière du commencement à la fin, pour identifier les coupables et leur faire rendre des comptes aussi vite que possible.

Mais l'espoir que le Bureau Politique et le Présidium de la C. C. C. donneront satisfaction à ces exigences, absolument justifiées et élémentaires de notre part, ne nous permet pas de porter, dès à présent, un jugement politique sur les faits et les circonstances que nous avons notés.

Nous demandons instamment que cette Assemblée soit convoquée par téléphone dans le courant de la journée même.

J. SMILGA, Iw. BAKAIEW, J. EVDOKIMOV,
G. ZINOVIEV, L. TROTSKY.

C'est dans le 7^e rayon, la cellule 114 qui s'exprime ainsi le 14 décembre :

« La cellule 114 n'ayant jamais décidé de l'exclusion de Delsol, maintient ce camarade à la cellule et lui demande de venir présenter son point de vue à la prochaine conférence du Rayon. »

C'est la Cellule 489 (4^e rayon) qui décide à l'unanimité moins 2 voix d'entendre un camarade de l'Opposition, même exclu, afin qu'il puisse développer son point de vue. Malgré une déclaration du secrétaire de rayon, proclamant que les camarades qui se sont prononcés dans ce sens et ne sont par conséquent pas d'accord avec lui, n'ont qu'à se retirer, la décision prise n'étant pas compatible avec la discipline du Parti, la cellule maintient sa décision. Après l'exposé du camarade d'Opposition, un nombre important de camarades décide de soutenir *Contre le Courant*, estimant que le travail accompli par cet organe était un travail utile.

C'est la Cellule 742 qui s'exprime ainsi :
« Dans l'*Humanité* du 4 Décembre, des révolutionnaires sympathisants (il y en a donc hors du Parti ?) intervenaient sur la question russe et contre l'Opposi-